

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU QUERCY ROUERGUE ET DES GORGES DE L'AVEYRON

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SPANC

Rapport annuel sur le prix et la qualité des services 2022

Application de l'article L.2224-5 du CGCT
Loi N° 95-101 du 2 février 1995 et décret n° 95-635 du 6 mai 1995
Relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics
de l'eau potable et de l'assainissement

Sommaire

Préambule.....	3
Rappel réglementaire.....	3
Service Public d'Assainissement Non Collectif : missions et organisation.....	6
I. LA VIE DU SERVICE.....	6
I.1 Périmètre d'activité.....	6
I.2 Définition des missions.....	7
I.2.1. Une mission de contrôle des assainissements individuels neufs ou à réhabiliter	7
I.2.2. Une mission de diagnostics des installations d'assainissement déjà existantes	8
I.2.3. Une mission de conseil	8
I.3 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	9
I.4 Moyens humains et techniques	9
II. BILAN TECHNIQUE DES ACTIONS MENÉES EN 2022	10
II.1 Contrôles des installations neuves ou à réhabiliter.....	10
II.2. Contrôles des installations existantes	10
III. BILAN FINANCIER.....	12
III.1 Montant des redevances	12
III.2 Recouvrement des redevances	13
III.3 Le budget 2022 du SPANC.....	13

Préambule

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé en 2004 par la Communauté de communes.

Cette compétence est rendue obligatoire par la Loi sur l'Eau et retranscrite dans l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce même code prévoit, dans son article D2224-1 que le Président de la Communauté de communes présente au conseil communautaire chaque année un rapport sur le prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Le rapport doit être présenté dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Tel est donc l'objet du présent rapport qui renseigne nos usagers sur les aspects techniques et financiers du service, et dont le contenu est fixé par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007.

Aussi, après avoir décrit les missions et le fonctionnement de notre service, nous préciserons les actions menées en 2022 au niveau technique, puis nous présenterons les principaux indicateurs financiers.

Rappel réglementaire

La réglementation applicable en la matière est issue de la **loi n° 92-3 du 3 janvier 1992** sur l'eau, qui donne des **compétences** et des **obligations nouvelles aux communes** dans le domaine de l'assainissement non collectif.

Ainsi, « *Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif* » (Code général des collectivités territoriales - article L.2224-8).

Le **décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées**, et notamment son article 26, fixe les **obligations des systèmes d'assainissement non collectif** : permettre la **préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines**.

A cet effet, il renvoie à deux arrêtés interministériels du **6 mai 1996** qui déterminent :

- Les **prescriptions techniques** applicables à ces systèmes ;
- Les **modalités du contrôle technique** exercé par les communes.

De manière schématique, le contrôle technique à mettre en place par les communes ou leurs groupements comprend :

- Pour les installations neuves, **un contrôle technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages** (visite sur le chantier, avant recouvrement des ouvrages neufs, pour évaluer la qualité de leur réalisation).
- Pour les installations existantes, des visites permettront **les diagnostics de fonctionnement et jugeront la nécessité d'engager une réhabilitation**.
- Des **contrôles périodiques** de leur bon **fonctionnement** et de leur **entretien**.

Conformément à la circulaire interministérielle du 22 mai 1997, le contrôle technique doit se porter en priorité sur la **conformité des installations nouvelles** qui, lorsqu'elles sont bien conçues, ne posent en général aucune difficulté de gestion.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n°2006-1772 du 31 décembre 2006.

Cette loi reprend la Directive Européenne Cadre sur l'Eau, la France doit obtenir d'ici 2015 un « état sanitaire et écologique de bonne qualité » pour l'ensemble des cours d'eau français.

Cette nouvelle loi **étend la compétence des collectivités** en matière d'assainissement non collectif. En particulier, elle donne la possibilité à toute collectivité **d'assurer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'installations** d'assainissement non collectif.

La LEMA crée également **de nouvelles obligations** :

- Les collectivités devront procéder au **contrôle des installations existantes**, au plus tard le 31 décembre 2012 ;
- Lors des cessions d'immeubles bâtis, le vendeur **devra fournir un diagnostic technique des installations d'assainissement existantes**.

Dans ce cadre, afin d'éviter les rejets d'effluents domestiques en pleine nature, et une pollution prononcée de nos rivières, la Communauté de communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron a commencé un diagnostic des installations existantes à partir de janvier 2008.

Le premier diagnostic de toutes les installations devra donc être réalisé en 5 ans.

Ultérieurement, la période pourrait s'étaler sur 8 ans.

Arrêté du 22 juin 2007 relatif aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (> 20 EH).

- Le contrôle des performances du rejet est obligatoire pour les installations recevant une charge de pollution supérieure ou égale à 1,2 kg/l de DBO5 (plus de 20 habitants) – arrêté du 22 juin 2007. **A charge aux propriétaires d'effectuer les analyses requises à ses frais et de les transmettre annuellement au SPANC.**
- La fréquence minimale des contrôles est décrite en **annexe III de l'arrêté du 22 juin 2007**.
- La station d'épuration conformément à l'article 14 de l'arrêté du 22 juin 2007 sera équipée d'un dispositif de mesure de débit et aménagée de façon à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents en entrée et sortie.

La responsabilité du propriétaire sera engagée :

- En cas de pollution ou risque sanitaire.
- Si celui-ci refuse de se soumettre au contrôle de son dispositif (les contrôles sont obligatoires).
- Pour vice caché, après la vente d'un immeuble, si la non-conformité du système d'assainissement n'a pas été précisée lors de la vente.

Trois arrêtés du 7 septembre 2009 ont été publiés au J.O. du 9 septembre 2009 :

- Un relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- Un fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égales à 1,2 kg/j de DBO5
- Un dernier définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 apporte des modifications en assainissement non collectif.

Ces modifications visent principalement :

- à simplifier le dispositif en matière de contrôle en distinguant les installations neuves et existantes sans condition d'âge de l'installation.
- à modifier le délai maximal entre deux contrôles périodiques à 10 ans contre 8 ans actuellement. Le délai minimal est toujours de 4 ans.
Le SPANC de la collectivité se garde la possibilité de réaliser des contrôles périodiques à des fréquences plus élevées s'il estime que les installations nécessitent des travaux de réhabilitation ou d'entretien qui nécessitent un suivi plus important.
- à préciser que des travaux de réhabilitation ne sont à prévoir que si les installations présentent des risques sanitaires et environnementaux, afin de limiter le coût des travaux supportés par les usagers. L'impact d'une installation d'assainissement non collectif ne respectant pas strictement les prescriptions techniques est à relativiser au regard des autres sources de pollution.
- à une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et l'instruction des permis de construire en cas de permis de construire, et à s'assurer que le dispositif d'ANC prévu au moment de la construction de l'habitation répond aux exigences de l'arrêté, en prévoyant un avis du SPANC au moment de la délivrance du permis.
- en cas de vente immobilière, le propriétaire devra présenter un rapport de contrôle de moins de 3 ans et le nouveau propriétaire devra avoir réalisé ses travaux dans un délai de un an à compter de la vente. La date d'entrée en vigueur de cette disposition est avancée au 1er janvier 2011.

L'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation est modifié et obligatoire à partir du 1er janvier 2011: lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte, le vendeur doit joindre au dossier technique de vente le document remis par le service dans le cadre du diagnostic de ses installation. Le fait de ne pas remettre ce document peut être de nature à engager la responsabilité du vendeur aux titres des vices cachés. En revanche, la remise du document aura pour effet de limiter la responsabilité du vendeur.

Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. (< 20 EH).

Son objectif est de rendre l'arrêté du 7 septembre 2009 cohérent avec le nouvel arrêté définissant la mission de contrôle.

Arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Il vise à simplifier les modalités de contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes et à harmoniser ces contrôles à l'échelle du territoire français. Il apporte également plus de transparence aux usagers et une meilleure équité entre citoyens.

Il permet également de prioriser l'action des pouvoirs publics sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental, avec une volonté du meilleur ratio coût-efficacité collective. En parallèle, les transactions immobilières permettront progressivement de remettre le parc d'installations à niveau.

.....Service Public d'Assainissement Non Collectif : missions et organisation.....

I. LA VIE DU SERVICE

I.1 Périmètre d'activité

Le territoire communautaire comprend les seize communes des cantons de Caylus et de Saint-Antonin Noble Val ainsi que la commune de Montrosier, soit 7 808 habitants (recensement INSEE de 2016).

Le Service Public d'assainissement non collectif exerce ses missions sur les 17 communes de la Communauté de communes : Castanet, Caylus, Cazals, Espinas, Feneyrols, Ginals, Lacapelle-Livron, Laguérie, Loze, Montrosier, Mouillac, Parisot, Puylagarde, Saint-Antonin Noble Val, Saint-Projet, Varen, Verfeil sur Seye.

Les dix-sept communes ont arrêté leur schéma général d'assainissement après enquête.



I.2 Définition des missions

L'assainissement individuel (aussi appelé non collectif ou autonome) désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Le SPANC a pour fonctions :

- l'instruction des dossiers
- les contrôles de conception et de la bonne exécution des travaux
- les diagnostics des installations existantes et contrôle périodique de bon fonctionnement
- les diagnostics vente
- la préparation des tournées de visite (planning, prise de rendez vous, courrier)
- les rapports de visite des installations
- la facturation des redevances

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 est à l'origine de la création des Services Public d'Assainissement Non Collectif.

L'arrêté du 22 juin 2007 ainsi que les arrêtés ministériels pris en dates **du 9 octobre 2009, 7 mars et 27 avril 2012** déterminent précisément les missions du service et les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égales à 1,2 kg/j de DBO5.

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron est intervenue en 2004.

I.2.1. Une mission de contrôle des assainissements individuels neufs ou à réhabiliter

C'est, conformément à la loi, une mission de contrôle technique relatif à la conception et à la réalisation des dispositifs d'assainissement individuel.

Depuis le 1^{er} novembre 2014 cette mission est effectuée en régie.

➤ **Le contrôle de conception**

Le contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement non collectif est réalisé lors de l'instruction des permis de construire ou lors d'une réhabilitation. Le propriétaire transmet un dossier à la mairie qui le transmet ensuite au SPANC.

Il s'agit d'une visite sur le terrain au cours de laquelle la faisabilité du projet est vérifiée (surface disponible, particularités du site...) et, si nécessaire, conseiller une filière plus adaptée. Cette visite permet également d'exposer le fonctionnement du service et d'informer le particulier sur la réglementation.

➤ **Le contrôle de réalisation ou de bonne exécution**

Le contrôle de réalisation (ou de bonne exécution) des travaux est effectué **avant le remblaiement des ouvrages**. Il permet de s'assurer que le dispositif a été mis en place conformément au projet validé par le SPANC et à la réglementation en vigueur.

La Communauté de communes a fixé le prix de la redevance de ces contrôles à 205€. Si le dossier est déposé dans l'année suivant le diagnostic de l'existant, le prix de la redevance s'élève à 105€.

I.2.2. Une mission de diagnostics des installations d'assainissement déjà existantes

Le SPANC est chargé de contrôler l'ensemble des installations d'assainissement individuel déjà existantes sur son territoire.

Il s'agit, en fait, d'effectuer des visites chez les particuliers afin d'étudier leur installation, d'en contrôler le fonctionnement et de les informer sur la réglementation.

Cette mission est réalisée en régie.

Ce travail se décompose en deux temps :

- La réalisation d'un diagnostic du parc des installations d'assainissement non collectif sur le territoire de la Communauté de communes,
- La réalisation d'un contrôle périodique des installations.

➤ La réalisation du diagnostic

Cette première étape qui permet de réaliser un état des lieux des assainissements non collectif sur le territoire intercommunal a comme objectifs de :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

➤ La réalisation du contrôle périodique de bon fonctionnement

Il s'agit aussi d'une obligation légale qui consiste à s'assurer que les installations d'assainissement non collectif sont correctement entretenues par leurs propriétaires ou leurs occupants.

L'article 2 de l'arrêté du 6 mai 1996 modifié par l'article 3 de l'arrêté du 9 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif précise que le contrôle de bon fonctionnement porte au moins sur les points suivants :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La Communauté de communes a fixé le prix de la redevance de ce diagnostic à 100€.

La Communauté de communes définit une fréquence de contrôle périodique de 10 ans en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, dans le cadre d'une vente immobilière, un contrôle (identique au contrôle périodique de l'existant) est obligatoire, il doit dater de moins de 3 ans. La communauté de communes a fixé à 100€ le prix de ce service.

I. 2. 3. Une mission de conseil

Les usagers du service et les élus ont à leur disposition un technicien en assainissement capable de répondre aux questions techniques et réglementaires.

L'objectif en matière de communication est double :

- d'une part, la connaissance du SPANC et de ses missions par les habitants de la Communauté de communes,
- d'autre part, sensibiliser les particuliers à la nécessité et à l'obligation de l'entretien de leur dispositif d'assainissement non collectif.

1.3 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indice permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif, il renseigne sur l'organisation du SPANC et sur les prestations que ce service est susceptible d'assurer.

Il est à noter que cet indicateur ne peut être interprété en termes de « performance » du service car il ne contient pas d'information sur la qualité des prestations assurées.

➤ **A - ELEMENTS OBLIGATOIRES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU SPANC**

	Nombre de points à attribuer si oui	Nombre de points attribués au SPANC de la CCQ RGA
Zones d'ANC définies par délibération	20	20
Application du règlement du SPANC validé par délibération	20	20
Contrôle de conception et d'exécution des ANC réalisés ou réhabilités depuis moins de 8 ans	30	30
Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien	30	30
TOTAL	100	100

La valeur 100 permet de voir que la mise en œuvre du SPANC de la CCQ RGA est effective.

➤ **B - ELEMENTS FACULTATIFS DU SPANC**

	Nombre de points à attribuer si oui	Nombre de points attribués au SPANC de la CCQ RGA
Existence d'un service d'entretien des ANC à la demande des propriétaires	10	0
Existence d'un service assurant les travaux de réhabilitation	20	0
Traitement des matières de vidange	10	0
TOTAL	40	0

1.4 Moyens humains et techniques

Le SPANC a été créé en 2004 par la délibération n°241/2004. Dans un premier temps, seuls des contrôles sur des installations neuves étaient réalisés. Depuis janvier 2008, les diagnostics sur les installations existantes ont débuté et s'étaleront sur plusieurs années afin de contrôler les 3900 habitations estimées.

Le service est composé de 2 techniciens SPANC de la Communauté de communes.

Ils assurent les missions de terrain, les relations avec les usagers du service, ainsi que le suivi administratif et technique des dossiers.

II. BILAN TECHNIQUE DES ACTIONS MENÉES EN 2022**II.1 Contrôles des installations neuves ou à réhabiliter**

En 2022, 36 contrôles de conception et 53 contrôles de l'exécution des travaux ont été réalisés. Sur les 53 contrôles de travaux réalisés, tous ont été contrôlés conformes.

Commune	Contrôles de conception	Contrôles de l'exécution des travaux
Castanet	2	1
Caylus	8	10
Cazals	2	3
Espinas	1	2
Feneyrols	0	0
Ginals	3	2
Lacapelle-Livron	1	1
Laguépie	4	5
Loze	1	2
Montrosier	0	0
Mouillac	0	0
Parisot	3	7
Puylagarde	1	4
Saint-Antonin	8	9
Saint-Projet	0	0
Varen	2	7
Verfeil	0	0
TOTAL	36	53

II.2. Contrôles des installations existantes

Le SPANC a lancé en 2008 une campagne de diagnostics.

En 2022, le SPANC a terminé la campagne de contrôle périodique sur la commune de Caylus et a débuté la campagne de contrôles sur la commune de Saint-Antonin. Il est également intervenu ponctuellement sur les communes du territoire suite à des demandes de notaires, de vendeurs ou de futurs propriétaires dans le cadre de ventes de maison.

Suite à chaque visite, un rapport de visite est rédigé et envoyé au propriétaire.

En 2022, 403 contrôles ont été réalisés sur les différentes communes du territoire.

Communes	Nombre de diagnostics réalisés
Castanet	6
Caylus	106
Cazals	2
Espinas	5
Feneyrols	1
Ginals	7
Lacapelle-Livron	5
Laguépie	2
Loze	5
Montrosier	0
Mouillac	3
Parisot	6
Puyalagarde	6
Saint-Antonin Noble Val	220
Saint-Projet	9
Varen	15
Verfeil	3
TOTAL	403

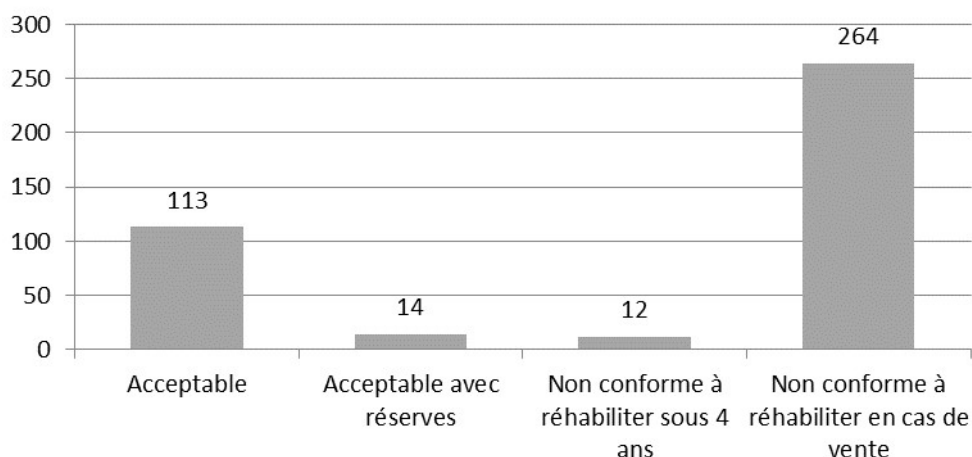
➤ Classification du fonctionnement des dispositifs d'assainissements non collectif

Après contrôles, les assainissements non collectifs peuvent être classés en 4 catégories différentes selon leur fonctionnement et leur impact sur l'environnement :

- Acceptable.
- Acceptable avec réserves (*installation ne présentant pas de risque sanitaire ou environnemental*).
- Non conforme avec une réhabilitation obligatoire en cas de vente.
- Non conforme avec une réhabilitation obligatoire sous 4 ans (*installation présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré*).

Répartition des avis d'assainissement non collectif émis par le service du SPANC en 2022.

Classification des assainissements contrôlés en 2022



28% des installations contrôlées par le SPANC en 2022 correspondent à la législation en vigueur actuellement : dans la majorité des cas, il s'agit de dispositifs récents ayant été contrôlés à la fin des travaux.

72% des installations visitées ne sont donc pas conformes à la réglementation actuelle.

Cependant, 3% des installations ne présentent pas ou peu de risques sanitaires. Cette classe correspond à des filières complètes (possédant un dispositif de prétraitement et de traitement) mais disposant de quelques défauts (absence d'une ventilation, usure d'un élément, mauvais entretien...).

Les principales installations contrôlées qui ont été classées dans la catégorie des « non-conformes » (69% des visites) sont des installations :

- Dans de rares cas, ne possédant pas de dispositif d'assainissement non collectif (ex : rejet direct au fossé, dans le pluvial, dans un puits, dans une rivière...).
- Pour la majorité n'étant pas complètes (ex : fosse septique rejetant directement dans le milieu naturel dans une zone à risque, dispositif significativement sous dimensionné...). Ce sont souvent des installations anciennes.

3% des installations contrôlées en 2022 ont été classées en « réhabilitation obligatoire sous 4 ans ». La totalité de ces installations présentaient un danger pour la santé des personnes, correspondant pour la majorité des cas à une installation incomplète située dans une zone à enjeu sanitaire (périmètre de protection de captage d'eau).

Aucune installation n'a été classée dans la catégorie des installations présentant un « risque environnemental avéré », car aucune zone à enjeu environnemental n'a encore été définie sur le territoire de la Communauté de communes.

III. BILAN FINANCIER

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est **un Service Public à caractère Industriel et Commercial**.

A ce titre :

- il est doté d'un **budget annexe au budget principal** de la Communauté de communes. Ce budget annexe répond à **l'instruction comptable M 49** ;
- il est financé par **une redevance à la charge des usagers du service**.

La redevance concerne toutes les personnes équipées d'un système d'assainissement non collectif faisant l'objet d'un diagnostic. Elle permet de couvrir les charges de fonctionnement du service.

La redevance n'est exigible qu'une fois le contrôle réalisé.

III.1 Montant des redevances

La redevance assainissement non collectif

Par délibération du Conseil communautaire n° 1301/2016 du 16 février 2016, la redevance est fixée comme suit :

- | | |
|---|-------|
| - Redevance de contrôle de conception et de réalisation des travaux : | 205 € |
| - Redevance du contrôle périodique de fonctionnement et d'entretien : | 100 € |
| - Redevance du contrôle dans le cadre d'une vente : | 100 € |

Cette délibération précise :

- si le propriétaire refuse le diagnostic, en application des articles L1331-8, L1331-11 du Code de la Santé Publique rappelés dans l'article 46 de la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, il sera astreint à payer une somme de 150 € pour « obstacle à l'accomplissement d'une mission de service public »

- si l'installation neuve est non-conforme, le propriétaire est soumis à un paiement complémentaire de 100 €.

III.2 Recouvrement des redevances

Les factures sont réalisées par la comptable de la CCQ RGA et envoyées par le Trésor Public de Caussade. Ce dernier est chargé également de l'encaissement des redevances et des relances.

III.3 Le budget 2022 du SPANC

En 2022, les résultats constatés au budget assainissement (collectif et non collectif) sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement
Recettes	957 779,28€	767 771,72€
Dépenses	700 953,91€	136 054,38€